

# Démocratie et solidarité dans le projet européen

**Respectable Loge, Demain, Orient de Paris, Région 11**

**Mots-clefs : Solidarité, Démocratie, Jeunes, Santé, Modèle mondial**

## Une limitation nécessaire de notre champ de réflexions

Le cadre formel strict voulu par l'obédience pour ce livre blanc d'après-COVID19, le travail déjà effectué par la Commission Europe de l'Obédience menée par la Région Paris II avec notre concours – dont plusieurs d'entre nous ont pu apprécier l'efficacité en y participant à des degrés variables – ainsi que l'immensité du sujet nous ont obligé à restreindre nos ambitions.

L'objectif retenu a donc été de se concentrer sur deux sujets :

1- L'optimisation de l'Europe de la Santé.

2- La meilleure prise en compte et mise en avant de la solidarité et de la démocratie dans le projet européen.

## Un contexte différent de 2019 ?

Une inversion de tendance dans l'appréciation de l'Europe ?

- Les élections au Parlement européen de 2019 ont montré une inversion de tendance dans l'intérêt porté aux évolutions de l'Europe. Mais les critiques émises au début de la crise du coronavirus ont pu faire croire un moment que l'euroscpticisme allait reprendre de l'ampleur.

*La crise du COVID-19 a constitué un nouveau choc pour les Européens après une succession de crises depuis 5 ans (Terrorisme, Migrations, Brexit)*

- La pandémie du COVID-19 est universelle mais elle s'est déployée par continent. L'Europe a été la plus touchée au printemps et a été considérée pendant cette période comme un continent affaibli et paria affaiblissant sa représentation de puissance mondiale. Mais, depuis lors, l'Amérique l'a remplacé comme première victime d'une épidémie qui n'a épargné aucun pays du monde ;

- Les réflexes de repli sur son territoire et ses services ont été plus rapides pour nombre de gouvernements que l'appel à l'Union européenne révélant d'importantes fractures culturelles et géographiques, notamment entre les États du Nord et du Sud de l'Europe mais aussi entre États de l'Est et de l'Ouest. Les Pays-Bas puis l'ensemble des États frugaux ont par ailleurs été présentés et perçus comme les remplaçants du Royaume Uni dans l'opposition à une Europe de la solidarité ;

- Pourtant la solidarité intra-européenne a été plus rapidement mise en œuvre que pour les crises de 2009 et 2015 mais la communication a été désastreuse, en concurrence avec les efforts d'autres puissances (Russie, Chine voire Cuba) très médiatisés alors qu'ils avaient surtout pour objectif de désunir les États Membres ;

*Vers une Europe plus flexible et plus solidaire ?*

- L'abandon des critères les plus orthodoxes du Pacte de Stabilité ont montré que l'Union pouvait encore faire preuve de flexibilité. Les 750 milliards d'euros proposés par l'Union européenne pour relancer l'économie du continent et éviter un chaos similaire à celui qui a succédé à la crise de 2009 ont montré que les dirigeants européens n'abandonnaient pas l'idée d'une solidarité continentale, même si les dissensions fortes apparues lors du Conseil européen de juillet 2020 ont montré une nouvelle fois que la recherche de consensus même en période de crise n'était jamais évidente ;

- La difficulté à fixer le cadre financier pluriannuel pour les sept prochaines années rappelle cependant combien il est complexe d'associer une nécessaire vision prospective aux demandes de réactivité face aux crises ;

- Nombreux sont les observateurs à proposer que puisse s'affirmer le temps d'un renforcement d'une Europe politique "à la Fouchet" en complément d'une Europe des trois libres circulations (hommes, biens, capitaux) "à la Monet" ;

- Les jeunes doivent être les premières cibles de nos propositions et, en particulier, les plus démunis en capital financier et culturel. Ce sont traditionnellement les plus tentés par l'euro-scepticisme et ce sont les premières victimes apparentes de la crise économique et sociale post-COVID19 ;

*Vers un renforcement d'un rôle de modèle mondial*

- L'instabilité mondiale créée par des modes de gouvernance unilatéraux (États-Unis, Turquie, Russie, Brésil, Philippines...), des retours de rivalités bilatérales (Chine-États Unis, Grèce-Turquie, Japon-Corée du Sud) et un affaiblissement du multilatéralisme en dépit des défis universels présents (climat, migrations...) impose à l'Union européenne de mieux défendre sa spécificité de « soft power », campée sur ses valeurs, regardée avec espoir par de nombreux acteurs mondiaux ;

- la Présidence allemande qui a débuté en juillet constitue une excellente occasion de redonner du poids au couple franco-allemand dans une vision sociale « rhénane » au-delà des simples décisions financières récentes, pourtant historiques, à l'aune des choix économiques traditionnels de notre voisin.

- l'échec prévisible des négociations entre les Britanniques et l'Union européenne sur la sortie du Royaume-Uni va renforcer l'idée que plus que jamais l'Europe doit apparaître comme le territoire modèle de la négociation face à un monde marqué par une Realpolitik où s'impose l'usage unique du rapport de forces.

## Nos propositions

Pour que les citoyen.nes européen.nes puissent conserver leur confiance dans l'Europe communautaire, l'Union européenne doit bénéficier de compétences nouvelles et enclencher des réformes institutionnelles, ce qui ne peut se penser que sur le moyen terme. Mais dans un moment particulier où l'épidémie de COVID-19 modifie le rapport au temps, il est aussi indispensable d'envisager des chantiers plus limités, mais symboliquement puissants.

L'optimisation de l'Europe de la Santé

La crise du COVID19 a montré que la coopération entre Etats était plus efficace que le chacun pour soi. Il va donc s'agir de mettre en place les conditions d'une mise en œuvre réussie d'une Europe de la santé et, en premier lieu, d'un marché unifié vraiment efficace en la matière :

-créer une complémentaire santé "européenne" dans l'ensemble de l'Union européenne ; rendre obligatoire les mobilités européennes dans les cursus des formations aux métiers médicaux et paramédicaux ; vérifier et parachever l'harmonisation totale des diplômes et des statuts ;

-ne pas laisser les continents africain et asiatique fournir seuls les "cobayes humains" de la recherche médicale ; rapprocher l'agence européenne du médicament du modèle de l'agence spatiale européenne en lui donnant les possibilités financières de pouvoir lancer de grands projets de recherche et de rapprochement industriel ; enclencher un travail sur une optimisation de l'offre de lits, en particulier pour les urgences et les réanimations, dans les zones transfrontalières ;

- mettre enfin en œuvre la Task Force sécurité sanitaire/catastrophes naturelles dont l'idée a germé à la fin des années 90.

La meilleure prise en compte et mise en avant de la solidarité et de la démocratie dans le projet européen

-Dépasser les pesanteurs institutionnelles et systématiser la majorité qualifiée plutôt que l'unanimité dans la prise de décision politique pour éviter les blocages unilatéraux (ex: Chypre sur le soutien à l'opposition biélorusse); Instaurer des priorités de politique publique qui correspondent aux souhaits actuels des citoyens et non pas prolonger les choix traditionnels souvent dus à des exigences nationales; mettre en oeuvre un "New Deal" européen pour relancer les énergies publiques et privées autour de préoccupations planétaires ; relancer la participation des salariés dans les entreprises européennes;soutenir un nouvel élargissement aux Balkans occidentaux comme une chance après le départ du Royaume-Uni.

Une meilleure prise en compte de la volonté des citoyens en défendant tous les choix politiques donnant plus d'importance au Parlement européen; participer activement aux futures discussions du Débat sur l'Avenir de l'Europe qui se terminera sous présidence française en 2022; Défendre dès le plus jeune âge une connaissance plus importante des autres nations de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe; systématiser dans les cursus nationaux l'apprentissage des données culturelles et politiques de tous les autres Etats membres.

## Proposition phare

L'Europe post-COVID 19 doit s'affirmer comme le continent modèle d'une nouvelle solidarité entre les États, mais aussi entre les générations et entre les groupes sociaux. Elle légitimera ce rôle par des transformations de long terme de son fonctionnement, mais aussi par des mesures immédiates, répondant aux attentes de nos concitoyens.

La Franc-Maçonnerie qui défend la liberté absolue de conscience et d'expression doit peser de toute son histoire pour aider à mettre en œuvre une culture de la négociation, marque identitaire de la construction européenne qui lui a permis de défendre depuis presque trois-quarts de siècle le premier droit humain : celui de vivre dans la paix.